

73.01.07 Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires agricoles recevant une aide pour des investissements liés à la protection des ressources naturelles R.26 Investissements liés aux ressources naturelles (on-farm) : Nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour les investissements liés à la protection des ressources naturelles
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé - Alimentation : par des eaux de pluie, et/ou de ruissellement (issues de fossés, de toiture...) Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau déconnectés existants ...</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau de surface ou souterraines en équilibre, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives) Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2024
Bénéficiaires éligibles	1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.

	<p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement <u>un nombre de parts sociales de la société qu'ils dirigent, supérieur ou égal à 25% plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</u> <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>Ces conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Conditions communes à tout type de projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une vocation d'irrigation agricole, - disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement, - disposer d'un système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide ou mettre en place ce système dans le cadre de l'investissement, - présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet. - éco-conditionnalité : justifier au plus tard à la demande de solde, de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise. <p><u>Conditions spécifiques par type de projet :</u></p>

¹ l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau</p> <p>Pour les projets de collecte d'eau de pluie issue de toiture : Ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m³</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles ou souterraines</p> <p>Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements se font dans des masses d'eau en équilibre (cf liste annexée aux documents de mise en œuvre).</p> <p>Ces conditions d'éligibilité spécifiques sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Coûts éligibles	<p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses matérielles : <ul style="list-style-type: none"> ○ Travaux ○ Equipements/matériels ○ Foncier - Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, études préalables, Assistance à Maîtrise d'ouvrage) - Dépenses immatérielles d'accompagnement dans le cadre du contrat de transition agroécologique (des précisions seront apportées dans les documents de mise en œuvre).
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...) - Matériels d'irrigation à la parcelle - Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide - Frais juridiques liés au projet - Auto-construction (achat, location de matériel, main-d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet) - Projets présentant uniquement des études préalables et/ou des dépenses de contrat de transition agroécologique - Matériels et équipement d'occasion - Investissements financés par crédit-bail <p>L'appel à projets précisera l'exhaustivité des dépenses inéligibles.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets (sauf les dépenses immatérielles qui peuvent avoir débuté avant le dépôt de demande d'aide).</p>
Eligibilité géographique	<p>Le siège de l'exploitation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine</p>

Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER : - Projet de stockage d'eau de pluie issue de toiture inférieur à 800 m ³ (AAP maraichage)
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI.
Principes de sélection	Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences) Réhabilitation de plans d'eau existants Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Projets de stockage Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile. Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	<u>+ 25 points si le porteur de projet est engagé dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise</u> + 5 points en pourcentage pour un nouvel installé. + 25 points si le porteur de projet est engagé dans un contrat de transition agroécologique, tel que défini dans les documents de mise en œuvre. Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées dans les appels à projets.
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux Maximum Aide Publique : 65% Taux d'aide de base (FEADER + contrepartie) <u>(sur toutes les dépenses éligibles hors CTAE) : 30% (+ et bonifications : éventuelles), hors application de l'aide forfaitaire liée au contrat de transition agroécologique.</u> <u>+ 25 points si le porteur de projet est engagé dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise</u> <u>+ 5 points pour un nouvel installé.</u>
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Agences de l'eau, Départements, Etat
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 €

Plafonds	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses immatérielles plafonnées à 12% du total des dépenses matérielles éligibles, hors dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique - Foncier plafonné à 10% des dépenses totales éligibles. <p>D'autres plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les Appels à Projets.</p>
Modalités de versement	2 versements maximum
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>Les options de coûts simplifiés (OCS) seront utilisées pour les dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique : montant <u>d'aide de dépense forfaitaire</u>.</p> <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	<p>Non concerné <u>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</u></p> <p><u>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</u></p> <p><u>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</u></p>